

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Conflit Homme-faune : le CESE face au désarroi des agriculteurs

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

La cohabitation conflictuelle entre les populations du département du Komo-Océan (province de l'Estuaire) et les animaux étaient au cœur des échanges entre les auxiliaires de commandement de cette circonscription et le Conseil économique, social et environnemental (CESE), le week-end écoulé (18 janvier 2020) au gouvernement de Libreville. Les chefs de villages et de canton ont particulièrement stigmatisé les ravages perpétrés par les éléphants.

Pour Claude Bernard Ntoulou, secrétaire général adjoint du CESE, il est d'une impérieuse nécessité de préserver le périmètre immédiat des populations. Selon lui, " si on peut abattre un ou deux éléphants, cela permettrait de les éloigner, de sorte que les activités champêtres reprennent dans la sérénité dans le Komo-Océan ".

D'après le SGA de l'institution en charge, entre autres, de promouvoir la communication entre les différents acteurs économiques, cette battue, a minima, serait exécutée à titre dissuasif. Car, il est du ressort des pouvoirs publics d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Aussi, l'élaboration d'un rapport détaillé de la situation par le CESE – document qui sera ensuite transmis au gouvernement –, fait-elle partie des solutions évoquées par M. Ntoulou.

Exprimant son désarroi, Jean Ndong Bekale, le chef du village Atondasimba, a déclaré : " Nos administrés ne peuvent plus rien faire dans les espaces consacrés pour l'agriculture, du fait des actions répétées des éléphants. Le plus regrettable, c'est que ces bêtes semblent bénéficier d'une protection plus accrue, à travers des textes normatifs arrêtés en

leur faveur. Il est temps que les autorités pensent à protéger davantage les Hommes, qui leur consacrent la légitimité dont elles jouissent. "

Pour rappel, en guise de solution envisagée par le gouvernement gabonais et ses partenaires, depuis mars 2019, il y a la construction de 50 nouvelles barrières électriques.



Les pouvoirs publics projettent l'érection de 50 barrières électriques par an. Comme ici à la Lopé.

" L'accent sur la transformation des récoltes agricoles en farine et chips "

DÉVASTATION des plantations par les pachydermes, transformation des récoltes pour réduire les avaries liées à l'état de la route, la présidente de l'Union des coopératives de commercialisation des produits agricoles de la Remboué (UCCPR), Adèle Nkaga Mba, fait le bilan 2019 et des projections pour 2020.

Propos recueillis par
Jean MADOUA
Libreville/Gabon

L'UNION. Quel bilan pour l'Union des coopératives de commercialisation des produits agricoles de la Remboué (UCCPR) en 2019 ?

Adèle Nkaga Mba : " L'UCCPR a fonctionné au ralenti, à cause de plusieurs facteurs dont le premier est la route, qui n'est pas praticable. La réhabilitation de celle-ci par Sotrader n'est que partielle. Sur un linéaire de 75 kilomètres, de l'entrée de Four-Place jusqu'au village Goafem, la réhabilitation s'arrête au village Padouk, à 30 km. L'UCCPR compte trois coopératives. Celle qui est à Makoula ne peut pas écouler ses produits agricoles sur le marché de Libreville, de ce fait. Au village Makoula, les partenaires techniques et financiers comme la BAD (Banque africaine de développement, ndlr), la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, ndlr) et d'autres n'arrivent pas à travailler avec l'ensemble des coopérateurs. La deuxième contrainte est la

dévastation des plantations par des pachydermes. Le conflit homme-faune est préoccupant pour le monde agricole rural. Le ministère des Forêts et l'Agence nationale des parcs nationaux ne sont pas à notre écoute. Lorsqu'il y a la route, tout marche bien.

Le troisième problème est celui de la téléphonie mobile. Pour être en contact avec les clients et les partenaires, nous sommes obligés de laisser les portables à des endroits fixes de la maison ou de la plantation, afin de capter le réseau. Et le problème urgent reste les structures de base, comme les cases de santé, l'adduction d'eau, l'électricité.

Uns fois ces problèmes identifiés, quelles solutions pour y remédier ?

À l'UCCPR, nous sommes des femmes et des hommes dynamiques qui ne nous laissons pas faire. Pour contourner le manque à gagner par rapport au mauvais état de route et au conflit homme-faune, nous avons mis l'accent sur la transformation des récoltes agricoles en farine et chips. Les produits transformés sont, entre autres,



Photo : Jean Madouma

Adèle Nkaga Mba, présidente de l'UCCPR montrant les produits transformés de banane et de patate.

la banane, le taro, le manioc et la patate rouge. La production est importante pour la transformation, afin d'éviter les pertes post-récoltes lorsque nous sommes confrontés à la dévastation des cultures par les éléphants et au mauvais état de la route.

Quelles sont les perspectives de l'UCCPR pour cette nouvelle année 2020 ?

Notre vision est de faire de la Remboué " le grenier agricole de la province de l'Estuaire ".

Dans l'ensemble, nous entendons augmenter la production, en cultivant sur une superficie de 600 hectares, chaque coopérative devant cultiver en moyenne 200 hectares. En plus, nous allons rencontrer le ministère des Forêts pour voir ensemble le problème de dévastation des plantations par les pachydermes. Mais encore, nous comptons transformer nos produits agricoles à côté de nos exploitations agricoles, en vue de vendre des farines de qualité.